



## Thème 3 – L'Europe, la France et l'Allemagne des années 1950 aux années 2000

Europe, France et Allemagne : d'un monde bipolaire à un contexte multipolaire.  
1972-1990 : de la conférence sur la sécurité et la coopération (CSCE) d'Helsinki à la réunification allemande.  
La France et l'Allemagne : moteurs de la construction européenne (politique et institutionnelle).

### Sommaire

<b>Mise au point scientifique et problématique générale du thème</b> . . . . .	<b>2</b>
• Problématique générale . . . . .	5
• Axes centraux du thème . . . . .	5
<b>Enjeux historiographiques</b> . . . . .	<b>5</b>
• Un texte d'un historien contemporain allemand et un texte d'une historienne contemporaine française . . . . .	7
<b>Orientations pour la mise en œuvre</b> . . . . .	<b>8</b>
• Place du thème dans la scolarité des élèves et le programme de terminale Abibac	8
• Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves? . . . . .	9
<b>Références bibliographiques et sitographie</b> . . . . .	<b>12</b>
• Bibliographie générale . . . . .	12
• Bibliographie spécifique . . . . .	12
• Sitographie . . . . .	13

## Mise au point scientifique et problématique générale du thème

Alors que la sortie de la Seconde Guerre mondiale marque une nouvelle étape dans les relations entre les deux ennemis héréditaires d'hier, l'entrée dans la guerre froide et la place centrale de la question allemande dans la bipolarisation de l'Europe encouragent les premiers rapprochements entre la France et l'Allemagne. L'un des signes tangibles est sans doute la reconnaissance par le gouvernement français de la création de la RFA dès mai 1949 et la même année le refus de relations diplomatiques avec la RDA naissante. L'année 1950 apparaît donc comme charnière : le premier jumelage franco-allemand entre Ludwigsburg et Montbéliard scelle le début d'une normalisation des échanges entre la France et l'Allemagne de l'Ouest ; cette même année, le rapprochement est confirmé par la déclaration de Robert Schuman le 9 mai (discours du salon de l'horloge) et par le début des négociations autour de l'autonomie de la Sarre. Les raisons qui ont poussé à la réconciliation de part et d'autre des rives du Rhin sont donc à la fois teintées de *Realpolitik* et d'idéalisme. Mais elles sont aussi à relier à l'impact différent de la guerre froide dans les deux pays, au niveau politique et social : alors que la France ne connaît qu'indirectement les effets de la bipolarisation, les Allemands sont eux précipités au cœur du conflit et la peur d'une escalade des tensions détermine en grande partie les décisions politiques ainsi que la vie quotidienne. Ainsi, les débuts de l'intégration européenne et du rapprochement franco-allemand sont nettement dictés par la menace qu'opère la guerre froide sur la sécurité du continent. Les années 1950 restent donc semées d'incertitudes, ce qui se reflète dans les réussites – Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), accords de Luxembourg, Communauté économique européenne (CEE) – et les échecs – Communauté européenne de défense (CED). L'annonce du plan Schuman le 9 mai 1950 peut ainsi être vue pour la France comme un moyen de trouver un compromis entre la sécurisation de l'Europe face à la menace communiste et le maintien d'une forme de contrôle sur l'Allemagne grâce à la structure supranationale de la CECA. De même, la présentation du projet de la CED et son échec final en 1954 par un rejet de l'Assemblée nationale sont symptomatiques des visions politiques divergentes entre une France dont l'opinion publique reste traumatisée par le réarmement ouest-allemand et une RFA qui cherche à tout prix à récupérer sa souveraineté et son pouvoir de décision. Cela permet cependant à la France et à la RFA d'aborder et de surmonter certaines pierres d'achoppement, notamment la question de la Sarre et des indemnités des victimes de l'occupation nazie. Enfin, cette période engage la poursuite de la construction européenne dans le domaine de l'économie grâce à la CEE.

Les années 1960 quant à elles n'annoncent qu'en partie un tournant, la réconciliation franco-allemande entrant dans une nouvelle dynamique avec 15 rencontres bilatérales entre 1958 et 1962 et la signature du traité de l'Élysée le 22 janvier 1963. Celui-ci apporte avec lui des avancées essentielles, notamment en favorisant la coopération dans les trois domaines que sont la défense, la jeunesse et l'éducation. Mais ce tournant reste partiel, car il omet d'autres pans tels que l'économie ou la culture dans sa globalité. Enfin ce traité, plus qu'un début de coopération, est bien davantage un approfondissement de certains acquis et une plate-forme de dialogue sur des questions qui restent épineuses. En atteste d'ailleurs le préambule voté par le Bundestag, vécu comme un affront par la France. Par ailleurs, les écueils autour de la construction européenne furent nombreux, à l'image de l'échec des plans Fouchet

ainsi que de la question de la place du Royaume-Uni. Par la suite, les points de frictions sont encore réguliers et il faut attendre la conférence de La Haye en décembre 1969 pour relancer la construction européenne. En décidant de l'achèvement et de l'approfondissement de la CEE, ce sommet montre aussi pour la première fois le rôle véritablement moteur de l'entente franco-allemande. À la fin des années 1960, le contexte de la guerre froide est de nouveau au cœur d'un nouvel épisode d'incompréhension entre Français et Allemands. D'une part, l'Ostpolitik menée par Willy Brandt et Egon Bahr pouvait menacer les équilibres géopolitiques en Europe, la RFA recentrant par sa politique les relations Est-Ouest à son profit au détriment de la France. D'autre part, les négociations autour de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) montrent aussi des différences d'appréciation entre les deux États.

À l'inverse, la période des années 1970 et 1980 peut être considérée comme une nouvelle étape décisive et particulièrement dynamique, en grande partie grâce à la médiatisation des relations amicales et équilibrées qu'entretenaient les dirigeants, à l'image des tandems que formèrent Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ou François Mitterrand et Helmut Kohl. En effet, malgré certaines divergences partisans, leur volonté d'établir une vision commune de la construction européenne a permis de nombreuses avancées. On peut citer ici quelques éléments d'approfondissement tels que l'intégration du Royaume-Uni, la création du système monétaire européen (permettant ainsi de se protéger des influences extérieures – notamment américaines – et de répondre conjointement aux défis économiques) ou l'élaboration de l'Acte unique. On peut également remarquer que malgré les bouleversements politiques internes aux deux pays, les échanges franco-allemands deviennent étroits et permettent d'asseoir dans la longue durée le tandem franco-allemand. Ainsi, des décisions conjointes ont pu être prises, à l'image du règlement de la question budgétaire européenne face aux réticences britanniques, mais aussi en soutenant conjointement la candidature de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, ou en créant la brigade franco-allemande début 1989. Cette entente forte trouva sans aucun doute sa manifestation la plus emblématique lors des commémorations de la bataille de Verdun le 22 septembre 1984 : l'image de Mitterrand et Kohl main dans la main relègue définitivement la notion d'« ennemis héréditaires » aux oubliettes.

Le tournant de 1989-1990 et la réunification allemande s'inscrivent à la fois dans une histoire franco-allemande et dans une histoire européenne, voire mondiale. Symbole de la fin de la guerre froide, la période n'en demeure pas moins un moment de défis et d'incertitudes, notamment quant à la place de la future Allemagne recomposée dans un monde désormais multipolaire. Les incompréhensions mutuelles entre les dirigeants français et allemand avant la signature du traité 2+4 montrent bien les doutes et les priorités différenciées entre les deux États. Pourtant, les réticences sont gommées notamment avec la création de l'Eurocorps ainsi qu'un travail étroit et l'acceptation de nombreux compromis lors des négociations autour de l'union monétaire et du traité de Maastricht.

Enfin, la période suivante allant de 1992 à 2005 est plutôt marquée par de nouveaux défis à surmonter, tant dans la place de chacun des deux pays dans un monde dominé par la mondialisation et les nouvelles relations internationales, que dans les nombreuses crises internes à l'Union européenne (UE). L'élargissement de l'UE vers l'Est, les crises politiques (échec de la constitution européenne), mais aussi économiques

viennent ainsi bousculer la singularité et les certitudes du couple franco-allemand ainsi que les projets qu'il était en mesure de porter au niveau européen. Les désaccords bilatéraux, notamment en matière de politique économique, sont particulièrement nombreux et montrent des différends culturels dans le domaine, la résistance au libre-échange en France s'opposant par exemple à une position plus ouverte en Allemagne. Malgré tout, il ne faut pas oublier certains succès notables de l'amitié franco-allemande et de la construction européenne, à l'instar de la mise en place de la monnaie unique le 1<sup>er</sup> janvier 2002, de la coopération militaro-industrielle (création d'Eurocopter), ou du front commun affiché en 2003 face à l'unilatéralisme américain, appuyé par le tandem uni formé par Jacques Chirac et Gerhard Schröder.

### Conclusion et perspectives après le début des années 2000

Le début du XXI<sup>e</sup> siècle met à rude épreuve la solidité des relations franco-allemandes. Pourtant l'amitié entre les deux pays semble renforcée avec la déclaration commune du 22 janvier 2003, qui fête les 40 ans du traité de l'Élysée. On y rappelle ainsi que « l'amitié franco-allemande [est] au service d'une responsabilité commune pour l'Europe » et qu'il faut « rendre la France et l'Allemagne plus solidaires par une coopération plus intense<sup>1</sup>. » Mais les crises successives à partir de 2008 montrent à quel point le dialogue peut être fragile. Tout d'abord sur les questions économiques : la crise de la zone euro révèle ainsi les désaccords en matière de politique économique, l'Allemagne s'affirmant clairement comme une puissance stable et soucieuse de rigueur budgétaire face à une France qui peine à tenir ses engagements dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Cette situation se détériore dans le contexte de la mondialisation, la France n'étant plus depuis 2016 le premier partenaire économique de l'Allemagne et creusant son déficit commercial alors même que l'Allemagne reste un champion dans ce domaine.

Dans les domaines stratégique et militaire, même si les exemples de coopérations franco-allemandes existent, leur vision de la défense européenne diverge. De tradition plutôt atlantiste, l'Allemagne continue en effet à vouloir se ranger sous la protection de l'OTAN au détriment de la construction d'une véritable défense européenne autonome, ce qui retarde bon nombre de projets comme le programme de chars de combat MGCS. Quant à la coopération bicéphale autour d'Airbus, elle connaît également des difficultés dans les années 2000, avant de profondes restructurations.

Enfin, la crise migratoire de 2015 constitue également un autre sujet de frictions entre la France et l'Allemagne, et plus globalement au sein de l'Union européenne. La politique d'accueil d'Angela Merkel soulève ainsi des incompréhensions et même des critiques de la part des autres États européens, dont la France.

Pourtant les gestes symboliques existent : en 2009, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel célèbrent conjointement le 20<sup>e</sup> anniversaire de la chute du mur de Berlin ainsi que le 91<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice de 1918 ; en 2013 le président Hollande et le président Gauck commémorent le massacre d'Oradour-sur-Glane, et ils se retrouvent à nouveau en 2014, en Alsace, sur le site du *Hartmannswillerkopf* lors de la célébration du centenaire de la déclaration de la Première Guerre mondiale. Enfin, le traité d'Aix-la-Chapelle conclu le 22 janvier 2019 est présenté comme une nouvelle étape de la coopération franco-allemande, notamment dans les domaines de la culture, de la défense, ou encore des régions transfrontalières.

1. Voir le texte intégral de la déclaration du 22 janvier 2003 : <https://www.vie-publique.fr/discours/134684-declaration-commune-franco-allemande-sur-le-developpement-et-lapprofond>

Globalement, on peut donc dire que même si les relations entre la France et l'Allemagne connaissent de nombreux points de convergence, on ne peut nier l'existence d'intérêts parfois contradictoires, en particulier depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le « couple » franco-allemand cherche pourtant à relancer le moteur qui a permis les grandes avancées de la construction européenne, en particulier dans le contexte de nouvelles menaces qui pèsent sur le continent<sup>2</sup>.

## Problématique générale

En quoi la construction européenne et le rapprochement franco-allemand sont-ils marqués par les bouleversements liés aux relations internationales ?

## Axes centraux du thème

L'étude de ce troisième thème du programme de terminale Abibac est l'occasion de mettre en lumière différents axes :

- mettre en perspective la construction européenne tout d'abord dans le cadre de la bipolarisation de l'Europe puis au sein d'un monde recomposé et mondialisé ;
- analyser l'évolution des relations franco-allemandes en insistant sur les réussites mais aussi sur les points de friction, et en mettant en avant les figures centrales – notamment les tandems politiques – de ce rapprochement ;
- souligner le poids essentiel de l'amitié franco-allemande dans les grandes étapes de la construction européenne tout en essayant de montrer que ce rôle connaît aussi des fragilités et des remises en question.

## Enjeux historiographiques

Parmi les différents sujets abordés dans ce thème, l'histoire de la construction européenne et l'histoire des relations franco-allemandes sont sans doute celles ayant connu le plus de controverses et de remises en question. Ainsi, la question européenne fut longtemps un champ historique plutôt ignoré et laissé aux juristes et aux économistes, et les premiers historiens qui se sont penchés sur ce thème ont eu tendance à n'envisager que les aspects positifs et idéologiques de cette construction, et donc à produire une histoire très téléologique. De la même manière, l'étude du rapprochement des deux « ennemis héréditaires » a longtemps été celle d'un récit historique quasi mythique alors même que certains faits ont été occultés, afin de ne pas ternir l'histoire du succès et du retour durable de la paix entre les deux États.

Actuellement, l'histoire de la construction européenne s'est davantage élargie à d'autres champs, notamment aux acteurs, aux opinions, au champ culturel et aux institutions. Pourtant, aujourd'hui encore, cette histoire reste globalement en marge des grandes orientations historiographiques<sup>3</sup>. De même, l'histoire des relations franco-allemandes est davantage vue sous un angle plus critique afin de montrer les écueils

2. Pour les évolutions récentes, voir notamment Gilles Rouet et Michael Oustinoff (dir.), *France-Allemagne : incommunications et convergences*, Paris (CNRS Éditions), 2018, disponible [en ligne](#) ; Éric-André Martin, « [La relation franco-allemande au défi du « changement d'époque](#) », *Diplomatie*, n° 120 (mars-avril 2023), p. 58-61.

3. Voir entre autres les articles suivants qui résument bien les principaux enjeux : Nathalie Tousignant, « Bilan historiographique de l'intégration européenne », *C@hiers du CRHiDI. Histoire, droit, institutions, société*, vol.23-24, 2005, [en ligne](#) ; Michael Buchner, « [Pourquoi s'intéresser à l'histoire de l'intégration européenne ?](#) », billet publié en novembre 2011 sur le carnet de recherches en ligne Devenir historien-ne.

du récit historique précédent. C'est notamment le sens des travaux de Mathias Delori. À cette fin, la synthèse en 10 volumes produite par le *Deutsches Historisches Institut* de Paris permet d'envisager les étapes de cette histoire commune à travers le regard croisé d'historiens français et allemands. Enfin la question de la réunification allemande et du rôle joué par la France a suscité de nombreuses interrogations voire des controverses, en particulier lorsqu'est évoqué le positionnement de François Mitterrand au cours de l'année 1989. Cette polémique est particulièrement bien résumée dans ces propos de Tilo Schabert<sup>4</sup> : « Il [François Mitterrand] a essayé "d'empêcher ou du moins de ralentir l'unification de l'Allemagne fin 1989", affirmait l'historien britannique Timothy Garton Ash. [...] Des reproches similaires ont été exprimés par l'historien français Georges-Henri Soutou – "Même lorsqu'il [Mitterrand] fut obligé de s'incliner devant l'inévitable, il essaya de ralentir le cours des choses" – et par les historiens allemands Manfred Schmidt et Gerhard Ritter – "il était sceptique sur l'unification de l'Allemagne et essaya au départ de ralentir le processus." »

Néanmoins les travaux les plus récents tendent à rapprocher les points de vue des historiens français et allemands sur la question, ce que démontrent les extraits des conclusions d'Ulrich Lappenküper et Hélène Miard-Delacroix.

4. Tilo Schabert, « Retour sur la France et la réunification de l'Allemagne », *Commentaire*, 2017/3 (n° 159), p. 547-554.

## Un texte d'un historien contemporain allemand et un texte d'une historienne contemporaine française

**Ulrich Lappenküper, *Mitterrand und Deutschland: Die enträtselte Sphinx, München (Oldenbourg Wissenschaftsverlag), 2011, S. 351-353.***

Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1524/9783486712322>

*Der weltpolitische Umbruch des Jahres 1989/90 stellte die beständige, aber nie konfliktfreie Entente franco-allemande – auch die gewachsene Freundschaft zu Kohl – auf eine harte Probe. Frankreichs Haltung zur Teilung Deutschlands war seit dem Ende des Zweiten Weltkriegs nie eindimensional. Auch Mitterrands Position zur „deutschen Frage“ wies augenfällige Schwankungen auf. [...] Nie vergaß der „gaullistische Sozialist“, dass eine Wiedervereinigung die „psychologische und politische Überlegenheit“ Frankreichs über den westdeutschen „Juniorpartner“ zerstören würde. Deshalb hatte er seit 1984 auch die Beziehungen zur DDR intensiviert, als erster westlicher Staatschef 1988 sogar den Staatsratsvorsitzenden Erich Honecker mit allen Ehren empfangen. Und deshalb brachte der Fall der Berliner Mauer 1989 seine Deutschlandpolitik auch gehörig ins Wanken.*

*Während eine große Mehrheit der französischen Bevölkerung die Aussicht auf die Wiedervereinigung durchaus begrüßte, hingen Teile der classe politique und viele Intellektuelle dem Bild von einem „Homo orientalo-germanicus“ an, ließen das Schreckgespenst eines „Vierten Reiches“ sein Unwesen treiben. In seiner Gedankenbildung den Kategorien der Macht und der Geographie sowie den Werten der Nation und der Freiheit verpflichtet, wünschte Mitterrand zwar den Untergang der „Ordnung von Jalta“; der Aufgang der „Sonne der Freiheit“ über ganz Europa durfte seines Erachtens aber die Staatenwelt nicht ins Chaos stürzen.*

*Dementsprechend gespalten war seine Einstellung zur deutschen Einheit. [...]*

*Mitterrand begnügte sich nicht mit der Rolle des passiven Beobachters, sondern suchte aktiv nach Wegen, den Gang der Entwicklung zu beeinflussen. [...] Dem DDR-Ministerpräsidenten Modrow versicherte er bei einem Staatsbesuch in Ost-Berlin kurz vor Weihnachten seine Überzeugung, „die Mehrheit des Volkes der DDR“ – nota bene : „des Volkes der DDR“ – wolle die demokratische Erneuerung, „aber doch innerhalb der jetzigen staatlichen Ordnung“. Da sämtliche Gespräche in Ostdeutschland diese Überzeugung untermauerten, glaubte Mitterrand Ende 1989 mit gutem Recht davon ausgehen zu dürfen, dass die Wiedervereinigung nicht akut sei, weil weder „das Volk der DDR“ noch die Führung der Sowjetunion sie wollten.*

*Als er dann im Januar/Februar 1990 die Überzeugung gewann, dass er einem doppelten Irrtum aufgesessen war, gab er keineswegs sofort klein bei. Nun hegte Mitterrand die Erwartung, die Wiedervereinigung mit Hilfe der „Zwei-plus-Vier-Mächte-Konferenz“ über Jahre hinziehen zu können – wobei er bezeichnenderweise nie von „Zwei-plus-Vier“, sondern immer von „Vier-plus-Zwei“ sprach, um damit den Status der vier ehemaligen Kriegsalliierten herauszukehren. Erst der Ausgang der DDR-Volkskammerwahlen Mitte März 1990, der für viele Beobachter überraschende Sieg der Anhänger einer schnellen Vereinigung, ließ ihn einlenken, freilich nicht ohne den Katalog der Vorbedingungen nun um drei weitere Punkte zu ergänzen: vorherige Anerkennung der polnischen West-Grenze durch die Bundesrepublik, Verzicht Gesamtdeutschlands auf den Besitz von ABC-Waffen und Einbindung in die NATO.*

**Hélène Miard-Delacroix, « François Mitterrand, la France et l'unification allemande », in Stéphane Martens (dir.), *L'unification allemande et ses conséquences pour l'Europe, 20 ans après* [en ligne]. Villeneuve d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion), 2011.**

Disponible en ligne : <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.46158>

Des arrière-pensées ont indubitablement fait partie de la réaction du président français à la révolution pacifique et à la réunification. Elles furent perçues comme des ambiguïtés, ce qu'elles étaient bien – et en cela parfaitement caractéristiques de sa personnalité. La question de savoir s'il a voulu empêcher, ou seulement freiner un processus jugé aventureux ne peut trouver réponse qu'en prenant en considération les phases, le rythme et les assurances obtenues des multiples acteurs.

Conformément à sa fonction de chef de l'État français, et d'ailleurs comme le firent tous les acteurs du jeu diplomatique, ce sont les intérêts de son pays qui ont dominé l'analyse et l'action. La nouvelle situation signifiait l'ébranlement de l'équilibre de la guerre froide, qui était un équilibre de la terreur dans lequel le rôle de la France et de l'Allemagne était lui-même équilibré. Au-delà du rapport à l'Allemagne, la France s'est trouvée confrontée à la crainte de perdre sa place dans le jeu des puissances. En outre, il fallait de ce point de vue non seulement intégrer fortement l'Allemagne dans l'UE avant que H. Kohl quittât le pouvoir et de la sorte empêcher que l'Allemagne réunifiée monopolisât le dialogue avec l'est de l'Europe. Enfin, selon H. Védrine, le président Mitterrand a freiné la réunification pour sauver les acquis de la perestroïka, donc dans le souci d'une modification harmonieuse de la situation sur le continent, au-delà des désirs strictement nationaux des Allemands.

L'Élysée commit surtout une erreur qui fut, au fond, à l'origine de la plupart des malentendus et grincements entre Bonn et Paris au cours de l'automne et l'hiver 1989/1990 : c'est l'erreur de jugement sur les chances de succès des réformateurs est-allemands et sur l'issue probable des élections pour la Chambre du peuple. Le résultat de ce vote des Allemands de l'Est le 18 mars 1990, massivement en faveur de la réunification allemande, a certainement été le vrai tournant aussi chez F. Mitterrand, un dégrisement et un retour au réalisme. M. Gorbatchev donna encore longtemps des signes d'indécision, jusqu'à la rencontre dans le Caucase. Mais le 25 mai 1990, il indiqua à F. Mitterrand en visite à Moscou que, dans les faits, la réunification était un fait acquis.

Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée et conseiller du président, a concédé qu'il souscrivait à l'observation de Jean François-Poncet publiée dans l'hebdomadaire *Le Point* en mai 1996, « que si le président a fait ce qu'il fallait, il n'a pas géré la dimension symbolique de la réunification ».

## Orientations pour la mise en œuvre

### Place du thème dans la scolarité des élèves et le programme de terminale Abibac

Après avoir vu dans le thème 2 le contexte des relations internationales, notamment la guerre froide, les décolonisations et les nouvelles formes de conflits des années 1990 à nos jours, il convient dans le thème 3 de montrer l'influence de celui-ci sur l'évolution de la construction européenne et du couple franco-allemand. En effet, il ne s'agit pas dans ce thème de réexpliquer aux élèves la bipolarisation et la multipolarisation progressive du monde, mais de leur montrer comment ces deux processus ont influencé le projet européen et la nécessité de relations franco-allemandes nouvelles. Il s'agit donc, au travers de choix, en évitant toute démarche exhaustive, d'étudier l'évolution de l'Europe au cœur de la guerre froide et l'originalité du couple franco-



allemand dans les relations internationales. Notons qu'il est également intéressant de comprendre quelles sont les relations de la France avec l'Europe de l'Est qui, bien que moins actives que celles avec l'Ouest, existent (comme la visite de Charles de Gaulle à Moscou en 1966 ou en Pologne en 1967) et montrent la complexité des relations européennes dans un monde bipolaire.

On peut consacrer à ce thème de 10 à 12 heures environ.

## Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?

Dans cette dynamique, il est possible de suivre une organisation en trois parties suivant un déroulé chronologique, où la question européenne et la situation des relations franco-allemandes seront au centre des interrogations. De fait, il s'agira d'étudier pour chaque axe en quoi les bornes chronologiques proposées constituent des pivots. Pour chaque axe, nous présentons un rappel des enjeux généraux de la question, puis les points incontournables à traiter avec les élèves pour qu'ils puissent acquérir les grands repères fondamentaux et enfin des propositions de focus apportant une approche spécifique.

### Un rapprochement franco-allemand marqué par les tensions liées à la bipolarisation de l'Europe (années 1950-1960)

Tout d'abord, il convient de comparer la situation de la France à celle de la RFA. L'Allemagne fait figure de bon élève dans le bloc de l'Ouest, notamment par son réarmement rapide (dès 1955, soit dix ans après la fin de la guerre), sa construction de chars et sa bonne armée de terre, qu'elle peut mettre à disposition de l'OTAN. À l'inverse, la France est préoccupée et engagée dans d'autres conflits, comme la guerre d'Indochine, ou la guerre d'Algérie, qui consomme plus d'un tiers du budget. Par ailleurs, la position singulière de Charles de Gaulle, par sa volonté d'indépendance nationale (en quittant le commandement de l'OTAN en 1966) ou en développant sa propre stratégie nucléaire, peut apparaître comme une remise en cause de la bipolarisation. De ce fait, alors que pour la RFA, l'alliance atlantique est primordiale, car elle lui permet de prouver sa fiabilité et de regagner sa souveraineté, la France tend quant à elle à s'en éloigner.

Après que les élèves ont saisi l'importance du contexte différent qui oriente la politique européenne en France et en Allemagne, (capacités « connaître et se repérer » et « contextualiser »), ils peuvent voir l'évolution de la construction européenne et du couple franco-allemand pendant cette première période des années 1950 et 1960. De même, les rôles joués par l'Allemagne et la France dans ces deux processus fournissent une approche intéressante. Ainsi, montrer les réussites (CECA, CEE), comme les défis et les difficultés de cette première phase de coopération (CED) permet aux élèves de comprendre les évolutions du projet européen. De même, parallèlement à la construction européenne, l'Allemagne de l'Ouest et la France connaissent un rapprochement progressif. L'apogée de cette première période est atteinte avec les premières visites diplomatiques franco-allemandes entre Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, ponctuées de décisions symboliques en matière culturelle (créations des EFA, des Instituts Goethe, du DAAD, de l'OFAJ), et parachevée lors du traité de l'Élysée le 22 janvier 1963.

Pour mieux comprendre les enjeux, l'enseignant peut choisir un axe d'analyse particulier (focus). Par exemple, l'étude des années 1962-1963 peut être pertinente.

Dans le contexte particulier de la fin de la guerre d'Algérie, qui peut être considérée comme un tournant, ces deux années apparaissent comme centrales dans la coopération franco-allemande. En effet, les visites entre les deux chefs d'État Konrad Adenauer et Charles de Gaulle (Reims ou Ludwigsburg, 1962) mènent peu à peu à la signature du traité de l'Élysée (1963), dont l'étude permet de mettre en avant cette étape majeure de l'amitié franco-allemande dans le contexte de guerre froide, et de voir que celui-ci n'est qu'un des fondements d'un partenariat franco-allemand qui se veut multiforme. Étudier le rôle de ces acteurs permet alors de prendre du recul quant aux intérêts réels de la signature de ce traité. En effet, Konrad Adenauer est affaibli par la construction du mur de Berlin et Charles de Gaulle par la perte de l'empire colonial. Ce traité manifeste donc certes un rapprochement marquant, mais également une forme de pragmatisme pour les deux chefs d'État, qui ouvrent leurs pays à une dynamique européenne. De même, le discours à la jeunesse allemande de Charles de Gaulle à Ludwigsburg (1962) peut être un angle d'approche intéressant pour comprendre le processus de rapprochement entre les deux États, ainsi que la place de Charles de Gaulle comme figure de cette amitié franco-allemande. Elle pourrait donner aux élèves l'occasion de constater l'importance d'un discours et sa portée (capacité « procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique »). Cette étape peut également s'insérer dans un travail spécifique autour de la capacité « construire un discours oral ».

### **Les défis de la construction européenne et des relations franco-allemandes face aux basculements géopolitiques (1972-1990)**

1972 apparaît comme un tournant de la Détente et donc une date charnière à mettre en avant. En effet, dix ans après la crise de Cuba, les relations Est-Ouest ont évolué. La rencontre (historique) entre Brejnev et Nixon permet une autre vision des relations internationales et l'Acte final (1975) de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne d'Helsinki (CSCE) donne l'espoir d'une circulation facilitée des hommes en Europe. Il s'agit donc d'une période qui permet l'émergence d'intellectuels (comme Václav Havel) et de nouvelles idées, qui annoncent un questionnement sur la domination soviétique à l'Est. De même, l'Ostpolitik, qui est une originalité allemande, entraîne un rapprochement entre la RFA et la RDA, bien que les relations restent complexes entre les deux Allemagnes.

Il convient donc d'étudier l'évolution des relations européennes et franco-allemandes dans les années 1970 jusqu'à la fin des années 1980 (soit la réunification allemande en 1990). Pendant cette période, le contexte des tensions de la guerre froide, tout comme celui des difficultés économiques, influencent le projet européen, ainsi que les relations franco-allemandes. La construction européenne est surtout marquée par trois vagues d'élargissement successifs, mais également par un approfondissement des compétences de la CEE. La coopération monétaire (serpent monétaire européen, puis système monétaire européen), l'instauration du Conseil européen (1974), la mise en place de l'élection au suffrage universel du Parlement (1979) et l'Acte unique européen (1986) sont autant de politiques qui renforcent le rôle de la Communauté. De même, la création du fonds européen de développement régional (1975), les accords Schengen (1985) ou le programme Erasmus (1987) permettent des avancées concrètes dans le projet européen. Enfin, cette partie se termine sur la réunification allemande (1990), pour laquelle il est intéressant d'analyser ses effets sur la coopération européenne et les rapports franco-allemands. Bien que l'idée d'une France opposée à la réunification soit à nuancer, sa position est ambivalente. En effet, la naissance d'une Allemagne réunie, comme nouvelle force centrale en Europe, inquiète tant la France voisine

que les autres grandes puissances. Ainsi, le Traité 2+4 met un terme aux droits des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale sur l'Allemagne et scelle de nouveaux rapports géopolitiques (notamment son intégration à l'Ouest).

Pour permettre aux élèves de constater le rôle des acteurs (et approfondir la capacité « identifier les acteurs des grands événements » et « mettre une figure en perspective »), ils pourront étudier la figure de Willy Brandt. Sa position envers l'Europe (avec la Relance de La Haye, 1969), ses relations avec les États-Unis, sa retenue vis-à-vis de la France et surtout son orientation vers l'Est (*Ostpolitik*, visite au ghetto de Varsovie) permet de voir les évolutions de la RFA dans le contexte Est-Ouest, à travers cet homme politique ouest-allemand. Une attention particulière pourra être donnée à l'*Ostpolitik*, qui marque un changement dans les rapports Est-Ouest des années 1970, mais également de la position de la RFA sur la scène internationale. Cette « politique de l'Est » pose un pas décisif vers la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. L'étude de la CSCE, comme pivot des relations internationales du début des années 1970, est un autre axe d'approche possible. Étudier le contexte de la mise en place, les réalisations et la portée de l'Acte final d'Helsinki, permet aux élèves de comprendre le tournant que constitue la conférence et de mettre en perspective les mots de Margaret Thatcher sur son objectif : « établir un équilibre entre la fermeté sur les grands principes et la recherche de petits pas concrets ». Il s'agit donc de mettre en lumière un événement qui marque un point culminant de la Détente dans les relations Est-Ouest en Europe.

### **France et Allemagne : moteurs de l'Europe entre succès et remises en cause (après 1990)**

Cette dernière partie vise à montrer l'évolution de la construction européenne et la place de l'Allemagne et de la France dans celle-ci depuis les années 1990 jusqu'aux années 2010. Le couple franco-allemand est effectivement dans cette période un révélateur de l'évolution des relations internationales. D'un point de vue politique, comme d'un point de vue institutionnel, ces deux États ont été des moteurs. Des institutions de plus en plus démocratiques voient le jour, tout en montrant leurs insuffisances.

Les années 1990 sont marquées en Europe par la signature du traité de Maastricht (1992), qui fonde l'Union européenne, tout en conservant les acquis de la CEE. En même temps, le projet de création de l'euro se concrétise en 1999, puis en 2002 pour sa mise en circulation. De même, les élargissements se poursuivent, notamment avec celui de 2004 et son ouverture massive aux pays de l'Est. Cependant, cette intégration à l'Est pose la question de l'équilibre entre les puissances, avec un basculement de son centre de gravité vers l'Allemagne, qui se situe alors au cœur de l'Union. Les traités de Nice (2001) et de Lisbonne (2009) établissent le fonctionnement et les rôles attribués à l'UE. Par ailleurs, les défis sont également nombreux et montrent les limites de la construction européenne : le refus de la Constitution européenne par les citoyens de la France et des Pays-Bas (2005), les délicates solutions pour résoudre les effets des difficultés économiques et financières (2008-2009), crise de la dette grecque et de la zone euro (2010-2015) ou les débats autour des questions migratoires et internationales. La cohésion entre les États membres semble difficile aux vues des rôles divers qu'ils jouent au sein d'un monde multipolaire. Cette difficulté est également révélée par la coopération franco-allemande qui connaît aussi ses fragilités. L'idée du moteur franco-allemand pourrait ainsi être nuancée, dans la mesure où la coopération se contente parfois de gestes ou de moments symboliques. De même,

avec la fin de la guerre froide, les objectifs, les intérêts et les préoccupations entre la France et l'Allemagne ne sont plus les mêmes, ce qui laisse entrevoir des crispations et des divergences entre les deux États. C'est par exemple le cas entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder au début de leurs mandats, où l'axe Paris-Berlin n'est plus primordial, bien que l'alignement géopolitique des deux hommes au sujet de la guerre en Irak a pu montrer un nouveau rapprochement au début des années 2000.

Le professeur peut par exemple dans cette partie partir sur des focus particuliers autour de sources permettant de développer « l'analyse critique de document selon une approche historique ». Afin de renforcer la capacité « utiliser les outils numériques », il peut proposer aux élèves une liste de ressources institutionnelles afin de disposer de documents variés. La comparaison de plusieurs discours, prononcés par des personnalités allemandes et françaises et d'années différentes permettrait aux élèves de mettre en relief les évolutions de la construction européenne et les visions allemande et française à ce sujet. Les élèves pourraient ainsi mettre en relation ces points de vue franco-allemands pour mieux comprendre le rôle joué par chacun des pays dans le processus européen, mais aussi les liens entretenus entre eux. Par exemple, le [discours du président François Mitterrand](#) du 17 janvier 1995 au Parlement européen, où il présente le programme de la France lors de sa présidence de l'Union européenne au Parlement, peut être mis en parallèle avec [celui de Joschka Fischer](#) sur les finalités de l'intégration européenne en 2000 à Berlin. Ce discours du ministre allemand des Affaires étrangères permet de comprendre le questionnement sur l'avenir de l'Europe (« Quo vadis Europa ? ») et ses idées de renouvellement.

## Références bibliographiques et sitographie

### Bibliographie générale

- Bitsch Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles (Complexe), 2008.
- Defrance Corine et Pfeil Ulrich, *Entre guerre froide et intégration européenne ; Reconstruction et rapprochement 1945 – 1963*, Histoire franco-allemande volume 10, Villeneuve-d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion), 2012.
- Guieu Jean-Marie, *Penser et construire l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Historiographie, bibliographie, enjeux*, Paris (Belin), 2007.
- Kahn Sylvain, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, Paris (PUF), 2021.
- Miard-Delacroix Hélène, *Le défi européen de 1963 à nos jours*, Histoire franco-allemande volume 11, Villeneuve-d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion), 2011.

### Bibliographie spécifique

- Delori Mathias, « La symbolique franco-allemande en panne d'idées ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 100 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 février 2023. DOI : <https://doi.org/10.4000/chrhc.666>
- Rödder Andreas, *Deutschland, Frankreich und Europa. Interessen und Integration 1945 bis 2005*. Band 8, Malgorzata Morawiec, Berlin, München, Boston : Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2007.
- Schabert Tilo, « Retour sur la France et la réunification de l'Allemagne », *Commentaire*, 2017/3 (Numéro 159), p. 547-554.

## Sitographie

### Sur le site arte.tv

- La paix et le couple franco-allemand (3 minutes) : <https://www.arte.tv/fr/videos/087982-000-A/la-paix-et-le-couple-franco-allemand/>
- La visite en France du chancelier Adenauer en 1962 (12 minutes) : <https://www.arte.tv/fr/videos/108958-002-A/karambolage/>

### D'autres ressources en ligne

- France et Allemagne depuis 1945, un long chemin vers l'amitié : <https://enseignants.lumni.fr/parcours/1141/france-et-allemande-depuis-1945-un-long-chemin-vers-l-amitie.html>
- <https://degaulle.lpb-bw.de/dt-fr-beziehungen>

### Le site CVCE (avec de nombreux documents exploitables avec les élèves) :

- *Historische Ereignisse des europäischen Aufbauwerks (1945-2009)* : <https://www.cvce.eu/de/recherche/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff>
- *Das „deutsch-französische Duo“ und Europa im Spiegel der Karikatur (1945-2013)* : <https://www.cvce.eu/de/education/unit-content/-/unit/c3c5e6c5-1241-471d-9e3a-dc6e7202ca16>